



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## Marché public de travaux n° 24-013

Passé en procédure adaptée ouverte selon les dispositions des articles R.2123-1 à R.2123-7 (MAPA)  
du Code de la commande publique (CCP).

### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## **Réhabilitation intérieure de 2 niveaux sur le site de l'Atelier de Réseau Canopé situé à La Rochelle**

#### **Réseau CANOPÉ**

1, avenue du Futuroscope  
Bâtiment @4 – Téléport 1  
CS 80158  
86961 FUTUROSCOPE Cedex

Établissement public national à caractère  
administratif régi par les articles D 314-70  
et suivants du code de l'éducation

Siret : n°18004301001485

## **PREMIERE PARTIE GENERALITES**

### **ARTICLE 1. Identification du pouvoir adjudicateur**

**Réseau CANOPÉ**, ci-après désigné « le pouvoir adjudicateur », établissement public administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du Code de l'éducation, dont le siège est situé au téléport 1 @4 - CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX,  
Représenté par sa Directrice générale, Mme Marie-Caroline MISSIR, nommée par décret du 02 mars 2020 et renouvelée par décret du 15 mars 2023.

### **ARTICLE 2. Objet et forme du marché**

#### **2.1. Objet du marché**

Le présent marché vise à confier au titulaire la réalisation des travaux et fournitures nécessaires à la réhabilitation intérieure de 2 niveaux sur le site de l'Atelier Canopé de La Rochelle.

Le local comprend une superficie d'environ 700 m<sup>2</sup> comprenant deux (02) niveaux d'environ 350 M<sup>2</sup> chacun.

La référence au vocabulaire commun des marchés publics (CPV) associés au présent marché est :

45311000-0 : Travaux de câblage et d'installations électriques,

45421000-4 : Travaux de menuiserie,

45421152-4 : Installation cloisons,

45430000-0 : Revêtement de sols et de murs,

45442100-8 : Travaux de peinture.

L'ensemble des prestations comprend si besoin la fourniture, le montage et le démontage des échafaudages, ainsi que tous les moyens de manutention nécessaires pendant la durée du chantier.

L'ensemble des prestations se compose de la manière suivante :

- Pose de revêtements de sols PVC en encapsulage sur dalles de sols amiantées sur l'ensemble des 2 niveaux soit environ 700 m<sup>2</sup>
- Réfection de la peinture murs et plafonds dans 4 pièces représentant environ 100m<sup>2</sup>
- Pose d'une cloison séparatrice dans une grande salle et pose de 2 portes intérieures
- Reprise complète de l'électricité CF (prises de courant et éclairage) et Cf (prises informatiques) dans 4 pièces représentant environ 100m<sup>2</sup>

L'ensemble des prestations techniques demandées est décrit dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots. Le titulaire doit s'y conformer.



Tout ajout ou modification des prestations initiales après l'entrée en vigueur du marché doit faire l'objet d'un avenant accepté par les cocontractants.

L'acheteur public se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique. Les conditions d'exécution du nouveau marché seront identiques à celles du présent marché ; le montant des prestations similaires ne pourra excéder 50% du montant des prestations.

## **2.2. Forme du marché**

Le marché est alloué au sens de l'article L.2113-10 du CCP. Le marché est composé de la manière suivante :

- **Lot n°1 - Pose de revêtements de sols PVC – Peinture, Cloisons et Menuiseries intérieures**
- **Lot n°2 – Electricité**

## **2.3. Prestations supplémentaires éventuelles (Lot n°01)**

Le candidat propose obligatoirement dans son offre la fourniture et pose de stores intérieurs. La description technique est indiquée du cahier des clauses techniques part CCTP.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'accepter ou non les prestations supplémentaires éventuelles au moment de la signature du marché.

## **ARTICLE 3. Durée et délai d'exécution du marché**

### **3.1. Durée et délai d'exécution du marché**

Le présent marché entre en vigueur à la date de notification et se termine à la fin de la période du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

### **3.2. Délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est à proposer par le titulaire. Il est fixé dans l'acte d'engagement du titulaire ou dans son offre technique. Le maître d'ouvrage impose un délai global maximum fixé à trois (04) mois.

### **3.3. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 28.1.1 du CCAG-Travaux, le présent marché prévoit une période de préparation de 2 semaines à compter de la notification du présent marché. Ce délai est inclus dans le délai d'exécution.

Il est procédé au cours de la période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :



-calendrier prévisionnel détaillé d'exécution des travaux après remise par l'entreprise, des éléments permettant de déterminer les tâches élémentaires.

•Par les soins du titulaire

-établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage au moins 2 jours avant l'expiration de la période de préparation, du programme d'exécution des travaux ;

-présentation des plans de réservation et d'exécution au visa du maître d'ouvrage.

**-Le titulaire a à sa charge, l'installation, l'entretien et le nettoyage de la zone de vie du chantier.**

### **3.4. Calendrier prévisionnel d'exécution**

Au cours du déroulement des travaux, le maître d'ouvrage peut si nécessaire, apporter au calendrier prévisionnel les ajustements, sans que soit modifié le délai global de l'opération, ni les délais d'exécution des travaux de chacun des marchés et l'entreprise devra s'adapter sans pouvoir prétendre à aucune compensation financière.

### **3.5. Interruption pour cause d'intempéries**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.

Toute prolongation du délai d'exécution, hors jours d'intempéries constaté, fait l'objet soit d'un ordre de service émis par le maître d'ouvrage ou par un avenant accepté par les parties. Le titulaire est tenu de se conformer à cette décision.

## **ARTICLE 4. Pièces contractuelles du marché**

### **4.1. Pièces constitutives du marché**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 (CCAG Travaux) :

1. l'acte d'engagement (AE) et la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) comprenant l'offre de base, et la prestation supplémentaire éventuelle si celle-ci est acceptée par le maître d'ouvrage.
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), le cahier des clauses techniques particulières commun à tous les lots,
3. Les plans du site indiquant les accès et les zones d'intervention, plan état actuel et projet à vérifier sur site (cotation, réseaux etc.),
4. Le cadre de réponse valant mémoire technique du titulaire ainsi que son planning prévisionnel d'exécution des travaux proposé,
5. le CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021.

Les ouvrages des différents corps d'état répondent aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables (le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux en vigueur, DTU, normes NF, normes UTE, normes Afnor, etc...). Ces pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation des entreprises, sont réputées connues des titulaires et les parties contractantes leur reconnaissent expressément un caractère contractuel.



#### **4.2. Les pièces postérieures à la notification du marché**

Les exemplaires originaux des pièces constitutives du marché ainsi que tout document émis postérieurement à sa conclusion (les actes spéciaux de sous-traitance, les avenants acceptés par les parties au marché, les ordres de services, les bons de commande conservés dans les archives du maître d'ouvrage et de manière générale tout document postérieur à la notification du marché public émanant du maître d'ouvrage) forment l'ensemble des documents contractuels du présent marché et font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Notamment, les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

### **ARTICLE 5. Communication et réunion**

#### **5.1. Mode de communication**

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique simple, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCAP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **5.2. Réunions**

Si des réunions entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu dans les locaux du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse facturer de surcoût.

### **ARTICLE 6. Intervenants et suivi technique du marché**

#### **6.1. Maîtrise d'ouvrage**

Pour l'exécution technique du présent marché, le pouvoir adjudicateur désigne des responsables techniques, chargés du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.

Le responsable technique :

**Yannis LHUILLIER**

**Chargé du suivi des opérations immobilières et des travaux**

[Yannis.lhuillier@reseau-canope.fr](mailto:Yannis.lhuillier@reseau-canope.fr)

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion administrative du présent marché, est la DSFJS de Réseau Canopé.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au pouvoir adjudicateur, sont adressés à l'adresse suivante :



Réseau Canopé  
DFSJS – Pôle achats  
1, avenue du Futuroscope  
Bâtiment @4 – Téléport 1  
CS 80158  
86961 FUTUROSCOPE Cedex  
[Achats.dsfsjs@reseau-canope.fr](mailto:Achats.dsfsjs@reseau-canope.fr)

## **6.2. Titulaire du marché**

L'interlocuteur du pouvoir adjudicateur, concernant l'application du présent marché, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans la fiche contact.

Tous les documents relatifs au présent marché envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'acte d'engagement.

En cas de modification du représentant ou du domicile élu, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur par courrier électronique.

### **ARTICLE 7. Propriété - Protection des données**

Tous les documents et supports matériels confiés au titulaire pour l'exécution du présent marché sont la propriété du pouvoir adjudicateur. Toute utilisation à d'autres fins que celle du présent marché, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur est interdite.

### **ARTICLE 8. Neutralité et confidentialité**

Le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans l'exécution des prestations.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

### **ARTICLE 9. Assurances**

Le titulaire du marché doit, dans les quinze (15) jours qui suivent sa notification, justifier qu'il dispose :

- d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations concernées,
- d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité décennale découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.



À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **DEUXIEME PARTIE PRIX et REGLEMENT**

### **ARTICLE 10. Prix**

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans l'état des prix forfaitaires, selon les stipulations de la décomposition du prix global forfaitaire.

Les prix du marché sont réputés comprendre tous les éléments, fournitures, prestations et travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage et d'une façon générale, toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, marge pour risques et bénéfice.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux. Le titulaire ne peut, en aucun cas, faire valoir un dépassement des quantités pour prétendre à une majoration de ses prix.

Les prix sont également réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires pour la réalisation d'ouvrages répondant en tous points aux obligations contractuelles et à l'usage auxquels ils sont destinés dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cas de groupement d'entreprises, les prix sont également réputés couvrir les frais de représentation et de coordination du mandataire. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

### **ARTICLE 11. Forme du prix**

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Les prix sont actualisables lorsque le commencement d'exécution des prestations est postérieur de plus de trois mois à la date de remise de l'offre, par le titulaire, au titre du marché.

L'actualisation est faite aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de commencement d'exécution des prestations, selon la formule suivante :



$$P_a = P_0 \times (I_{m-3}/I_0)$$

dans laquelle :

$P_a$  : Prix actualisé

$P_0$  : Prix initial à la date de remise des offres

$I_{m-3}$  : Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de commencement d'exécution des prestations

$I_0$  : Valeur de l'index de référence au mois de remise de l'offre

$I$  désignant l'indice BTO

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

## **ARTICLE 12. Réfaction du prix**

Dans le cadre de l'exécution du marché, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après que ce dernier ait présenté ses observations.

## **ARTICLE 13. Règlement du prix des prestations complémentaires ou modificatives**

Le présent article concerne les prestations complémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des prestations, qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux sont des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, le cas échéant.

Dans le cas de prestations réglées sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le pouvoir adjudicateur dans la consistance des prestations, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

## **ARTICLE 14. Retenue de garantie**

En application des articles R. 2191-33 à R. 2191-35 du code de la commande publique, le marché prévoit une retenue de garantie. La retenue de garantie de 5 % peut être appliquée sur la facture globale présentée par le titulaire ou sur chaque acompte et prélevée sur le montant de chaque facture par le comptable assignataire des paiements. Elle couvre les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui sont formulées pendant le délai de garantie.





La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou une caution bancaire en application de l'article R. 2191-36 du code de la commande publique. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution bancaire à la retenue de garantie. En cas d'avenant ayant un impact financier, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Il n'est pas accepté de caution personnelle et solidaire.

## **ARTICLE 15. Modalités de règlement**

### **15.1. Modalité de facturation**

Le montant des prestations est payable, après certification du service fait, sur présentation d'une facture.

Outre les mentions obligatoires, les factures adressées au pouvoir adjudicateur comportent les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, n° de SIRET ;
- N° du marché et lot ;
- N° de l'engagement juridique (CENG) ;
- La période concernée ;
- Désignation des prestations ;
- Le prix HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

Les factures sont libellées au nom de Réseau Canopé et envoyées sous forme électronique dans le portail « Chorus » à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

N° de service exécutant : [29192784 CENG](https://chorus-pro.gouv.fr)

### **15.2. Délais de paiement**

Le délai global de paiement est de 30 jours, conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires. Un nouveau délai global est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de



l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Le titulaire a droit en outre au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

### **15.3. Cession de créance**

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

## **TROISIEME PARTIE DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION**

### **ARTICLE 16. Fixation et prolongation des délais**

#### **16.1. Délais d'exécution des prestations**

La date prévisionnelle de début des prestations est fixée au : mois de juin 2024.

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 04 mois maximum, incluant 02 semaines de période de préparation par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux.

La mise en œuvre des différentes prestations objet du présent marché est détaillée dans un calendrier d'exécution fourni par le titulaire dans son offre.

#### **16.2. Modification du calendrier d'exécution des travaux**

Au cours du chantier et après consultation du titulaire, le conducteur de l'opération peut modifier le calendrier dans la limite du délai global d'exécution. Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux.

#### **16.3. Prolongation du délai d'exécution**

La prolongation du délai d'exécution de l'exécution des prestations en cas de dépassement est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

### **ARTICLE 17. Obligation du titulaire**

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat totale sur l'ensemble de la prestation. Les prestations techniques sont détaillées dans le CCTP.

Sous réserve des stipulations du présent marché, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché.



Le titulaire ne peut pas se prévaloir, ni pour éluder ses obligations, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par le pouvoir adjudicateur.

### **ARTICLE 18. Sous-traitance**

Le titulaire du marché, qui veut en sous-traiter une partie, présente au maître d'ouvrage une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement. Conformément à l'article L.2393-5 du code de la commande publique, la sous-traitance totale des prestations est interdite.

### **ARTICLE 19. Lieux d'exécution**

Les prestations sont réalisées à l'Atelier Canopé situé à La Rochelle à l'adresse suivante 84 rue de Bel-Air - 17 000 LA ROCHELLE

Le titulaire est réputé avoir pris parfaite et entière connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît avoir notamment :

- pris parfaite connaissance de la nature de ces lieux et notamment des surfaces à aménager,
- pris connaissance complète et entière de la situation des locaux, de leurs abords ainsi que des conditions d'accès au bâtiment, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.

### **ARTICLE 20. Contraintes particulières**

#### **20.1. Réunions de chantier**

Il se tient, durant toute la durée des travaux, une réunion de chantier hebdomadaire avec ajout de réunions supplémentaires en cas de besoin. La présence du titulaire à ces réunions est obligatoire. L'absence, non justifiée, aux réunions de chantier entraîne une application des pénalités prévues au présent CCAP.

#### **20.2. Conditions d'accessibilité au chantier**

Le titulaire doit prendre sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents, tant à l'égard de son personnel qu'à l'égard des tiers. D'une manière générale, la signalisation complète du chantier doit être assurée par le titulaire durant toute la durée du chantier et ce, 24h/24h.

La sécurité des biens et des personnes doit être une priorité pour le titulaire qui met en œuvre tous les moyens nécessaires afin que celle-ci soit préservée.

#### **20.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le titulaire communique :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;



- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire informe le maître d'ouvrage :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

## **ARTICLE 21. Pénalités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non-intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG Travaux, les pénalités suivantes sont encourues par le titulaire :

- Retard dans l'exécution des travaux : 300 € par jour de retard.
- Absence aux réunions de chantier sans avoir prévenu 24h avant la réunion : 300 € forfaitaire sur simple constat et sans mise en demeure préalable.
- Retard dans la transmission des documents : 100 € par jour de retard.
- Non-respect des dispositifs de sécurité : 200€ par jour de retard après mise en demeure.
- Nettoyage de chantier : 150 € en cas de non-exécution après mise en demeure d'exécution sous 48h et exécution aux frais du titulaire.
- Non transmission du DOE et DIUO complet 1 mois après la date de réception : retenue provisoire égale à 1500 €.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 19.4 du CCAG Travaux.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, le titulaire du marché encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après mise en demeure.



## **QUATRIEME PARTIE OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION**

### **ARTICLE 22. Opérations de réception des travaux**

Les opérations de contrôle et de réception sont effectuées aux conditions définies par le chapitre 5 du CCAG Travaux.

Dès l'achèvement d'une partie d'ouvrage que le maître de l'ouvrage désire mettre en service, le titulaire peut réclamer la réception partielle de cet ouvrage. Le pouvoir adjudicateur est avisé par le titulaire du marché de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le pouvoir adjudicateur procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages, suivant la procédure définie à l'article 41 du CCAG.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des travaux.

### **ARTICLE 23. Délai de garantie**

Le délai de garantie est, sauf prolongation, d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement telle que définie à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

## **CINQUIEME PARTIE RESILIATION**

### **ARTICLE 24. Résiliation**

Pour la résiliation du marché, il est fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG Travaux.

Une décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception (LR/AR).

## **SIXIEME PARTIE DIFFERENDS et LITIGES**

### **ARTICLE 25. Différends entre les parties**

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet d'une demande de réclamation exposant les motifs et indiquant le montant des sommes impliquées, conformément l'article 55 du CCAG Travaux.



### **ARTICLE 26. Compétence juridictionnelle**

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

### **ARTICLE 27. Dérogations aux documents généraux**

L'ARTICLE 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 3.3 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux concernant la durée de la période de préparation des travaux.

L'ARTICLE 21 du présent CCAP déroge aux articles 19.1 et 19.4 du CCAG Travaux concernant le montant des pénalités.